

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 20 janvier 2014

---

## **Chancellerie d'Etat**

### **2 2013.0692 Motion 136-2013 UDC (Fuchs, Berne)**

#### **Détermination du nombre de mandats parlementaires par cercle électoral: se référer aux chiffres de la population de nationalité suisse**

N° de l'intervention: 136-2013  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 31.05.2013  
Déposée par: UDC (Fuchs, Berne) (porte-parole)  
Hess (Berne, UDC)  
Cosignataires: 0  
Urgence: Refusée le 06.06.2013  
N° d'ACE: 1605/2013 du 27 novembre 2013  
Direction: CHA

#### **Détermination du nombre de mandats parlementaires par cercle électoral: se référer aux chiffres de la population de nationalité suisse**

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir le mode de calcul des mandats au Grand Conseil et de prendre pour seule référence la population de nationalité suisse. Le Jura bernois continuera de bénéficier de la garantie de douze sièges et la minorité francophone du cercle-électoral de Bienne-Seeland d'un nombre de sièges adéquat.

#### **Développement**

L'article 73 de la Constitution cantonale prévoit que, pour l'élection du Grand Conseil, « les mandats sont attribués aux cercles électoraux proportionnellement au nombre d'habitants ». Cette notion englobe également, dans le canton de Berne, les personnes étrangères au bénéfice d'un permis de séjour ou d'établissement pour douze mois au moins (permis B ou C ou carte de légitimation du DFAE), celles au bénéfice d'un permis de court séjour (permis L) et même, dans certains cas, les requérants et requérantes d'asile.

Dans le canton des Grisons, c'est la population de nationalité suisse qui est déterminante. Le canton de Berne n'a aucune raison d'inclure la population résidente étrangère dans le calcul des mandats. Seuls les citoyens et citoyennes suisses jouissent en effet de la capacité civique active et passive pour l'élection du Grand Conseil. Pourquoi dans ces conditions inclure la population étrangère ?

#### **Réponse du Conseil-exécutif**

Selon l'article 73 de la Constitution cantonale, les mandats au Grand Conseil sont attribués aux cercles électoraux proportionnellement au nombre d'habitants. Douze mandats sont garantis au cercle électoral du Jura bernois. Une représentation équitable doit être garantie à la minorité de langue française du cercle électoral de Bienne-Seeland. La loi fixe le découpage des cercles électoraux. Aux termes de l'article 64 de la loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP ; RSB 141.1), le Conseil-exécutif répartit les 160 mandats du Grand Conseil entre les cercles électoraux sur la base du « chiffre actuel de la population des cercles électoraux ». Le chiffre actuel de la population correspond selon le rapport du Conseil-exécutif aux chiffres les plus récents fournis par l'Office fédéral de la statistique concernant la population résidente permanente au lieu de domicile principal. Ils englobent toutes les personnes de nationalité suisse ainsi que les personnes étrangères titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement d'une durée minimale de douze mois et pouvant se prévaloir d'une durée effective de séjour en Suisse d'au moins douze mois (art. 2, lit. a et d de l'ordonnance fédérale du 19 décembre 2008 sur le recensement fédéral de la

population [ordonnance sur le recensement; RS 431.112.1]). Les Suisses et Suissesses de l'étranger ont le droit de vote lors de l'élection du Grand Conseil (art. 5 LDP), mais leur vote ne joue aucun rôle dans l'attribution des mandats aux cercles électoraux.

Le principe selon lequel le Grand Conseil représente la population totale vaut déjà depuis la première constitution cantonale de 1848 : un membre du parlement représentait alors deux mille âmes de population. La Constitution cantonale de 1893 a confirmé ce mode de calcul : « Le Grand Conseil est élu à raison d'un député pour 2 500 âmes de population domiciliée ». En 1914 et 1937, ce chiffre a passé respectivement à 3000 puis à 4000 « âmes de population ». Lors de la révision partielle de 1953, le nombre de députés et députées a été fixé à un nombre déterminé. En effet, l'article 19 de la Constitution cantonale a été formulé comme suit : « Le Grand Conseil se compose de 200 membres. Il est d'abord attribué un siège à chacun des cercles électoraux. L'attribution des autres sièges aux cercles électoraux s'opère selon le système proportionnel en fonction de leur chiffre de population domiciliée selon le dernier recensement fédéral ». Cette révision partielle a été adoptée en votation populaire le 19 avril 1953. Alors déjà, la population totale était déterminante pour l'attribution des mandats aux cercles électoraux, même si à l'époque, seuls les hommes avaient le droit de vote. L'article 19 a été modifié une nouvelle fois lors d'une votation populaire du 30 novembre 1980, mais le système lui-même a été maintenu : « Les mandats sont répartis entre les cercles électoraux selon le système proportionnel, en fonction du chiffre de la population domiciliée selon le dernier recensement fédéral. Chaque cercle électoral obtient au moins deux sièges ». Lors de l'élaboration de la Constitution cantonale de 1993, le statut de la population résidante comme base de calcul pour l'attribution des sièges au Grand Conseil aux cercles électoraux était incontesté. La nouvelle Constitution a été adoptée en votation populaire le 6 juin 1993.

Le mode de répartition selon le chiffre de la population résidante correspond à une longue tradition démocratique et il a été confirmé en votation populaire à plusieurs reprises. Il correspond au mode de répartition des sièges au Conseil national entre les cantons (art. 149, al. 4 de la Constitution fédérale). Au niveau fédéral, le système a été remis en question à diverses reprises, mais il a toujours fini par être conservé. Enfin, la plupart des cantons répartissent les mandats au parlement cantonal en fonction de la population résidante (AG, AR, AI, BS, BE, FR, GL, JU, LU, NE, NW, OW, SH, SZ, SG, SO, TG, VD, ZG, ZH). La population résidante suisse sert de base de calcul aux cantons de BL, GR, TI, UR et VS.

La raison d'être de ce système est l'avis selon lequel le parlement représente la population totale (à l'inclusion des enfants, des jeunes et de la population étrangère) et non la seule catégorie des personnes ayant le droit de vote. Les régions et les cercles électoraux doivent également être représentés au parlement cantonal selon leur poids politique et économique, et la population totale est donc la grandeur déterminante. C'est le système actuel qui a la faveur de la doctrine. Yvo Hangärtner et Andreas Kley estiment qu'il repose sur le raisonnement correct en théorie de la démocratie selon lequel les députés et députées ne représentent pas seulement les citoyens et citoyennes suisses mais l'ensemble de la population. N'oublions pas que la population totale sert de référence non pas seulement pour la répartition des sièges du parlement, mais aussi dans d'autres domaines importants. Dans la mise en œuvre de la péréquation financière et de la répartition des tâches, qui a pour but d'atténuer les différences entre les communes en termes de capacité financière et de charges, c'est également la population résidante qui sert de référence. De même, c'est le cas dans d'autres domaines politiques tels que l'aménagement du territoire, la planification des transports ou la politique de santé.

Le motionnaire souhaite exclure les étrangers et étrangères du calcul pour la répartition des mandats, au motif qu'ils n'ont pas le droit de vote. Or, le total des personnes ayant le droit de vote n'est pas le même que le total des citoyens et citoyennes suisses. Les enfants et les jeunes n'ont pas le droit de vote, mais ils entrent dans la population suisse. Les personnes ayant le droit de vote ne sont pas définies de la même manière partout. Dans un système démocratique, le peuple répond à une définition politique, qui peut varier : les Suisses et Suissesses de l'étranger jouissent de droits politiques dans certains cantons, alors que dans d'autres, non. Dans le canton de Glaris, les jeunes de 16-17 ans ont le droit de vote au niveau cantonal, ce qui n'est pas le cas dans les autres cantons. Le droit de vote n'est pas obligatoirement lié au droit de cité. Dans plusieurs cantons, les étrangers et étrangères qui sont domiciliés dans le canton depuis plusieurs années ont le droit de vote au niveau communal, et dans certains cas au niveau cantonal.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

*Délibération groupée avec l'affaire 2013.0544*

**Le président.** Wir beraten die beiden Vorstösse gemeinsam und stimmen anschliessend getrennt darüber ab. Ich bitte Sie um etwas mehr Ruhe. Herr Fuchs, Sie haben das Wort.

**Thomas Fuchs, Berne (UDC).** (*Le président agite sa cloche.*) Mit meinen beiden Vorstössen will ich, dass als Basis für die Verteilung der Grossrats- und der Nationalratssitze überall nur noch die stimmberechtigten Schweizer Bürgerinnen und Schweizer Bürger zählen. Viele haben sich über die Motionen gewundert. Dies nicht etwa wegen der Forderung, oder weil ich sie eingebracht habe, sondern weil dies bis heute noch nicht so ist. Umfragen auf der Strasse und Diskussionen auch bei vielen Ratsmitgliedern auf allen Ebenen haben rasch gezeigt, dass die heute geltenden Verteilschlüssel nicht bekannt sind oder zumindest nicht bewusst so wahrgenommen wurden. Es ist nämlich geradezu absurd, dass heute beispielsweise Personen im Asylprozess mitgerechnet werden, wenn sie sich mindestens 12 Monate hier aufhalten – und von diesen gibt es ja einige –, während gleichzeitig Auslandschweizer, die selber abstimmen und mitwählen können, nicht zählen und nicht zur Basis für den Verteilschlüssel gehören. Das kann nicht wahr sein, und das sollte auch Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, stören. Das ist demokratiepolitisch kaum zu vertreten.

Mit dieser Motion werden die Ausländer im Übrigen nicht schlechtergestellt. Sie haben mit der neuen Berechnungsbasis nicht mehr und nicht weniger Rechte als heute. Wer selber mitbestimmen will, kann sich einbürgern lassen und das entsprechende Prozedere durchlaufen. Die Sitze des Berner Jura wären weiterhin garantiert; auch hier gäbe es keine Änderung gegenüber heute. Eine nachvollziehbare Berechnungsgrundlage kennt man heute schon in den Kantonen Basel Land, Graubünden, Tessin, Uri und Wallis. Es spielt auch keine Rolle, ob in einzelnen Kantonen 16- und 17-Jährige das Stimmrecht haben. In diesen Kantonen zählen die Jugendlichen dann einfach zu der Berechnungsbasis – wo ist da das Problem? Bei den eidgenössischen Wahlen haben wir in allen Kantonen dieselbe Regelung: Es gibt kein Stimmrecht für 16- und 17-Jährige, und es gibt auch in keinem Kanton ein Ausländerstimmrecht für die Nationalratswahlen. Deshalb auch hier: Das ist absolut kein Problem.

Aber warum sollte es eine Rolle spielen, ob ein Kanton viele Ausländer hat oder wenige? Wenn Coca Cola als AG eine Generalversammlung durchführt – es könnte natürlich auch jeder andere Getränkekonzern sein –, so können nur die Aktionäre mitreden und abstimmen, und nicht auch noch alle diejenigen, welche dieses Getränk trinken oder in der Nähe einer Produktionsstätte wohnen. Wenn eine Genossenschaft für sozialen Wohnungsbau ihre Versammlung durchführt, sind die Genossenschafter stimmberechtigt und nicht die Mieterinnen und Mieter, oder diejenigen, die einen Genossenschafter kennen. Das mag hart klingen, aber wer keine Aktien hat, kann in einer Firma nichts mitbestimmen – auch wenn man bei den Lohndebatten in letzter Zeit manchmal einen anderen Eindruck gewinnen konnte. Bei den Entscheiden des Staates ist es dasselbe. Wer nicht das entsprechende Bürgerrecht hat, kann nicht aktiv mitbestimmen. Folglich spielt es auch keine Rolle, in welchem Kanton und in welcher Gegend diese Person wohnt. Fühlen sich denn Ausländer besser vertreten, wenn sie in der Stadt wohnen, wenn sie durch städtische Grossrätinnen und Grossräte vertreten werden, oder wenn sie durch ländliche Grossrätinnen und Grossräte vertreten werden? Wohl kaum, das kann man nicht sagen. Denn auch in der ständigen ausländischen Wohnbevölkerung gibt es Linke und Rechte, und wahrscheinlich eine grössere Zahl von Leuten, die nicht politisch interessiert sind, wie bei den Schweizer Bürgern auch. Wie sähe es denn in 50 Jahren aus, wenn die Zuwanderung ungehindert so weitergeht, und wir dereinst mehr dauerhaft hier lebende Ausländer haben als Schweizer? Sollen dann die kleinen Kantone gar nichts mehr zu sagen haben? Sollen Bergtäler und ländlichste Wahlkreise ihre Stimme in Bern ganz verlieren, weil dort praktisch nur noch Schweizer wohnen, während die Mehrheit der Ausländer wahrscheinlich in den städtischen Gebieten und in der Agglomeration angesiedelt sein wird?

Bei meinem Vorstoss geht es nicht darum, ob Städte nun mehr oder weniger Sitze erhalten; ob Bern, Biel und Thun mehr Sitze haben oder weniger; ob der Kanton Genf einen oder zwei Nationalratssitze mehr oder weniger hat. Die Sitzzahl bleibt nämlich bei einem Ja im Nationalrat und auch im Grossen Rat unverändert. Es geht aber darum, dass diejenigen die Basis bilden, welche letztlich auch abstimmen können. Denn ansonsten wäre es ehrlicher, wenn wir sagen würden, dass die Ausländer ihre eigene Vertretung haben und entsprechend auch stimmen können müssten. So müsste man dann allenfalls die Zahl erhöhen. Aber nach der heutigen Logik müsste man eigentlich

das Abstimmungsergebnis auch ganz anders gewichten. Man müsste Kantone mit mehr Ausländern auch mehr zählen, denn sie haben ja eine grössere Gesamtbevölkerung. Oder zählen plötzlich die finanzstarken Kantone mehr? Der Regierungsrat schreibt sogar, es sei auch das finanzielle Gewicht beziehungsweise die wirtschaftliche Kraft massgebend. Spätestens bei dieser Diskussion könnte dann der Kanton Bern nur noch verlieren. So hätte dann plötzlich der Kanton Zug ein ganz anderes Gewicht als ein Kanton, der finanzschwach ist. Ich bitte Sie, den beiden Motionen zuzustimmen im Sinne einer fairen, klar nachvollziehbaren und demokratiepolitisch richtigen Lösung.

**Renato Krähenbühl, Rubigen (PBD).** Die BDP ist einstimmig der Meinung, beide Vorstösse seien abzulehnen. Ein Kanton und eine Aktiengesellschaft sind nicht dasselbe; denn zumindest bei der Gewinnmaximierung hätten wir beim Kanton Bern wohl doch etwas Mühe. Wir wollen aber auch keine unterschiedlichen Regelungen bei der Zuteilung der Nationalratssitze auf die Kantone und der Grossratssitze auf die Wahlkreise. Beides soll nach demselben System gemacht werden, gestützt auf die bewährten Kriterien; namentlich die ständige Wohnbevölkerung. Auf schweizerischer Ebene ist dieser Antrag für eine Standesinitiative im Hinblick auf die Wahlen 2015 gar nicht mehr realisierbar. Er muss deshalb allein schon aus formellen Gründen abgelehnt werden; aber auch sonst. Wenn die Motionäre schreiben, nur Schweizer hätten das Wahlrecht, so ist dies falsch. Nicht alle Schweizer haben dieses Recht. Unter 18-Jährige, ständig Urteilsunfähige haben beispielsweise kein Wahlrecht. Wenn schon, müsste man das Ganze konsequent umsetzen, aber das ginge dann für die BDP noch viel weniger auf. Diese Vorstösse riechen für uns auch ein wenig nach der Devise: «Recht ist, was mir nützt.» Wenn etwas falsch ist, bleibt es falsch, auch wenn damit zum Beispiel ein Verlust bei der Sitzzuteilung vermieden werden könnte. Thomas Fuchs hat zwar vorhin gesagt, das habe nichts miteinander zu tun. Die Begründung im Vorstoss sagt aber eigentlich etwas anderes. Letztlich ist es auch eine Frage des Politikverständnisses. Politisches Handeln muss Regelungen für die gesamte Bevölkerung finden, und das hat eben mit Coca-Cola-Trinken nicht viel zu tun. Das ist auch bei der Grundlage der Sitzzuteilung zu berücksichtigen. Wir sind für die gesamte Bevölkerung da, deshalb soll diese auch als Basis für die Sitzzuteilung herangezogen werden. Ich wiederhole: Die BDP beantragt einstimmig, die seit mindestens 1848 bewährten Regelungen beizubehalten und beide Vorstösse abzulehnen.

**Franz Arnold, Spiez (PS).** Entschuldigen Sie bitte, ich habe meine Notizen für dieses Votum gerade verlegt... (*L'orateur fouille dans ses documents. Un député s'avance vers la tribune et lui donne le document qu'il cherche. Hilarité.*) Das Anliegen des Motionärs fusst einseitig auf dem Begriff «Schweizer oder Schweizerin» und verlangt, die Festlegung der Vertretung müsse ausschliesslich auf ebendiese Basis abstellen; dies wohlverstanden bezogen auf Schweizerinnen und Schweizer, die über 18-jährig sind. Die Antwort des Regierungsrats auf die beiden Motionen ist ausführlich. Sie listet die wesentlichen Betrachtungsaspekte auf. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt denn auch die Haltung der Regierung in allen Teilen und lehnt die Motionen ab.

Natürlich mag es stören, wenn hie und da regional ein politisches Mandat verloren geht respektive in eine andere Region oder Stadt verschoben wird. Bevölkerungsbewegungen sind, wie Sie wissen, unterschiedlichen Gegebenheiten unterworfen; nicht zuletzt auch den wirtschaftlichen Entwicklungen. Wie in der Antwort des Regierungsrats festgehalten wird, ist dies nicht erst seit 2014 so. Vielmehr wurde bereits im Jahr 1903 argumentiert, dass eben auch AusländerInnen Steuern und Zölle entrichten und insbesondere auch an der Entwicklung des Wohlstands und des Fortschritts beteiligt sind. Das ist heute nicht anders. Wir hatten per Ende des dritten Quartals 2013 eine Wohnbevölkerung von 8,058 Millionen. Davon sind 1,8 Millionen Ausländer. Diese 8 Millionen, also die ständige Bevölkerung, bilden die Basis für die Berechnung der Mandate. Wenn man sich nun diese Zahlen vorstellt, so wäre es nicht nur vermessen, die AusländerInnen hier aus der Bemessungsgrundlage auszunehmen, sondern es wäre auch diskriminierend. Die heute wählbaren Vertreter des Bundes und auch des Kantons vertreten ja namentlich auch die Interessen von Ausländerinnen und Ausländern. Wie der Motionär bereits sagte, kann man nicht sagen, es würden dabei primär linke oder rechte Anliegen vertreten, sondern einfach deren Anliegen. Es sind die Anliegen von Ausländerinnen und Ausländern, die hier leben, arbeiten und auch Steuern bezahlen, und sie leisten auch in anderen Belangen des Lebens wertvolle Beiträge. Die gewählten Volksvertreter vertreten die Interessen von Ausländerinnen und Ausländern eben genauso wie diejenigen von jungen Menschen unter 18 Jahren.

Ich möchte abschliessend noch eine Bemerkung anbringen, welche den Umgang mit dem Ausländer-Sein und unsere teilweise auch ein wenig zwiespältige Haltung dazu betrifft. Ich verweise

dazu auf das Interview mit dem Schriftsteller Pedro Lenz in der heutigen Ausgabe der Tagespresse. Er sagt kernige und wichtige Sätze, und es wäre gut, wenn man sich den einen oder anderen davon verinnerlichen würde. Der Vorstoss steht für unsere Fraktion schräg in der Landschaft; wir können ihn nicht unterstützen. Wie bereits von meinem Vorredner gesagt wurde, kann man zudem solche Änderungen für das Jahr 2015 gar nicht mehr erzielen, sodass die Motion auch als formellen Gründen abgelehnt werden muss. Dies gilt für beide Vorstösse.

**Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts).** Meine beiden Vorredner haben mit ihren Argumenten sehr vertieft und detailliert ausgeführt, weswegen man den beiden Motionen von Thomas Fuchs und der SVP nicht zustimmen kann. Ich kann es deshalb für unsere Fraktion, die Grünen, kurz machen. Wir sind hierher gewählt, um für die Bedürfnisse aller – der gesamten Wohnbevölkerung – in Bezug auf Mobilität, Bildung, Gesundheit und so weiter einzustehen und um für alle diese Menschen Politik zu machen. Dasselbe gilt für das nationale Parlament. Man ist dort für die Bedürfnisse aller Menschen, die in diesem Kanton oder in diesem Land leben, zuständig. Genau so verstehen wir unsere Aufgabe; deshalb ist es auch richtig, wenn die Sitze so verteilt werden. Nur ganz nebenbei: Es wäre doch sehr eigenartig, wenn diejenigen Regionen, welche – aus welchen Gründen auch immer; vielleicht wegen der Industrie des Tourismus oder wegen den Gesundheitsinstitutionen – sehr viele ausländische Mitbewohnerinnen und Mitbewohner haben, plötzlich weniger Sitze zugute hätten. Das wäre genau das Umgekehrte dessen, wie wir unsere Aufgaben verstehen. Wir haben diese für alle zu erfüllen, und dies nach bestem Wissen und Gewissen. Es wäre also eigenartig, wenn wir diese beiden Motionen annehmen und dafür sorgen würden, dass die Sitzverteilung anders wäre. Wir werden beide Motionen ablehnen.

**Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR).** Die FDP lehnt die erste Motion ab, und dies eher aus formellen Gründen denn aus materiellen Überlegungen. In der Tat ist natürlich die Frage, die der Motionär stellt, absolut berechtigt. Weshalb sollen Stadtkantone mit mehr Sitzen belohnt werden, wenn sie die Zuwanderung quasi «pushen»? Diese Frage ist sicher nicht falsch. Aber wir beantworten sie eben nicht materiell, sondern eher formell. Der Nationalrat hat ja eine solche Motion bereits einmal beurteilt; sie wurde kürzlich abgelehnt. Deshalb stellt sich schon die Frage, ob es sinnvoll wäre, nun noch eine Standesinitiative nachzureichen. Dies auch im Wissen, dass Standesinitiativen ohnehin nicht so viel Erfolg haben und der Nationalrat seine Meinung sicher nicht gerade sofort, innerhalb eines Jahres, ändern wird. Deshalb gehen wir davon aus, es sei wenig sinnvoll, hier einen Aufwand zu betreiben. Wir lehnen daher – bei aller Sympathie für die Frage – den ersten Vorstoss ab.

Zum zweiten Vorstoss auf kantonaler Ebene. Wie ich bereits angetönt habe, verhehlen wir natürlich seitens der FDP nicht, dass wir für die Fragestellung gewisse Sympathien hegen. Es ist schon so, meine Damen und Herren: Weshalb soll die ausländische Wohnbevölkerung mitgezählt werden, die selber nicht wählen kann? Da bin ich etwas kritischer als der Sprecher der BDP. Diese Frage darf man hier durchaus stellen. Unterschwellig steht hier wahrscheinlich auch etwas der Vorwurf an die rot-grünen Städte im Kanton dahinter, die durch ihre aktive Sozialpolitik oder aktive Integrationspolitik die Ausländerzuströme «powern» und dann noch belohnt werden, indem sie mehr Sitze erhalten. Ich spreche da beispielsweise von der Stadt Biel, die in dieser Hinsicht recht hoch liegt. Das ist aber nur eine Seite der Frage. Ich muss auch sagen, wenn man die Wahlkreisreformen der letzten Jahre betrachtet, so fokussiert sich natürlich das Ausländerproblem nicht nur auf die Stadt selber. Vielmehr muss man den gesamten Perimeter anschauen, und dort sieht es etwas anders aus. Nehmen wir beispielsweise den Wahlkreis Biel-Seeland, wo ich herkomme. Dieser ist ja sehr gross, er reicht von Ins über Lengnau bis nach Schüpfen. Man kann daher sagen, dass vielleicht – Ironie des Schicksals – eben auch die ländliche Bevölkerung von dieser Zählweise profitiert. Dies jedenfalls gerade in unserem Wahlkreis. Vielleicht ist es sogar so, dass einer oder zwei Bürgerliche mehr gewählt werden, aus Schüpfen, Aarberg usw., weil wir nach dieser Zählweise einen höheren Ausländeranteil haben. In Bern mag es wieder anders aussehen. Deshalb gibt es ein «équilibre», und vor diesem Hintergrund ist die FDP gespalten. Daher sagen wir, wir möchten das System so lassen; aber wir wiederholen auch, dass die Frage, die damit aufgeworfen wurde, sicher gestellt werden darf. Und vor dem soeben erläuterten Hintergrund ist nicht auszuschliessen, dass der eine oder andere FDPler dann halt doch auf den grünen Knopf drückt – der Sprechende ist davon vielleicht gar nicht ausgenommen. (*Hilarité*)

**Alfred Schneiter, Thierachern (UDF).** Da haben wir es in der EDU-Fraktion besser; wir sind uns einiger. Wir werden den Ja-Knopf drücken. Bei der ersten Motion kann man sich formelle Fragen stellen. Dort geht es uns mehr ums Prinzip. Mit der zweiten Motion könnte man tatsächlich etwas ändern. Ich möchte nur zwei Dinge erwähnen. Es ist klar, am bestehenden System ist ja nichts falsch. Aber man kann es so oder anders betrachten. Auch mit der Antwort der Regierung können wir in Prinzip leben. Aber ein Argument lautet beispielsweise, das System bestehe seit 1848, es sei Tradition usw. Ja, aber – Heimatland – da frage ich mich schon, wo wir denn hinkämen, wenn wir überall so argumentierten! Dann hätten wir beispielsweise heute kein Frauenstimmrecht, denn 1848 hatten wir dieses auch nicht. Das halte ich also für eine etwas fragwürdige Argumentation.

Das andere ist, was Hubert Klopfenstein vorhin angetönt hat: Der Ausländeranteil manipuliert tatsächlich die Stimmkraft der Regionen hier im Rat. Das aktuellste Beispiel ist, dass der Wahlkreis Oberland nun einen Sitz weniger hat, und zwar zugunsten des Wahlkreises Thun. Ich kann nun sagen: Wunderbar, ich bin im Wahlkreis Thun. Aber bei Zunahme der ausländischen Bevölkerung wird das immer extremer. Ich bin nicht gegen die Ausländer. Das hat nichts damit zu tun, sondern vielmehr mit dem Berechnungsmodus. Nehmen wir als Beispiel die Gemeindeversammlung. Da ist es überhaupt keine Frage, ob wir nun viele Ausländer oder wenige Ausländer haben. Es sind diejenigen Personen an die Gemeindeversammlung eingeladen, welche Stimmbürger sind, fertig, Schluss, und diese bestimmen. Wenn wir im Kanton Bern eine Landsgemeinde hätten, beispielsweise im Stade de Suisse, dann wären die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger dieses Kantons aufgerufen und nur sie würden hingehen und für diesen Kanton entscheiden. Von dieser Argumentation her haben wir also absolut Sympathien respektive unterstützen die Vorstösse. Wie gesagt, man kann es so oder so anschauen. Jeder soll sich seiner Meinung gewiss sein. Wir sind der Meinung, man könnte dies anpassen.

**Patrick Gsteiger, Eschert (PEV).** Il est vrai que seuls les citoyens suisses désignent les conseillers nationaux, mais les élus représentent l'ensemble de la population et prennent des décisions qui ont une influence sur la vie de tous, y compris sur la vie des ressortissants étrangers. C'est vraiment l'importance économique et l'importance politique d'un canton qui doivent être prises en compte et cela dépend forcément de la population totale. Le Conseil national s'est déjà prononcé sur des propositions qui vont dans le sens de la motion, qui voudrait maintenant que le Conseil-exécutif bernois dépose une initiative cantonale. Thomas Fuchs voudrait exclure les étrangers du calcul pour la répartition des mandats, ce que regrette le parti évangélique. Une grande partie de notre groupe, donc, ne soutiendra pas cette motion. Maintenant, ce qui est demandé par l'UDC pour le niveau fédéral, l'est aussi au niveau de notre canton par une deuxième motion. Le parti évangélique est d'avis que les députés représentent la population dans son ensemble, ce que j'ai déjà dit. Il est sympathique de savoir que MM. Fuchs et Hess, par exemple, représentent également une partie de la population étrangère et il faut que cela reste ainsi. Encore une fois, l'importance politique et économique d'un cercle électoral doit continuer à primer pour déterminer le nombre de sièges attribués. Le parti évangélique est donc aussi contre cette motion, certes pas à l'unanimité, mais il est contre.

**Manfred Bühler, Cortébert (UDC).** Le groupe UDC soutient les deux motions, ceci sans opposition et en se basant sur les réflexions suivantes: la démocratie helvétique repose sur la souveraineté du peuple, nous le savons toutes et tous. Cette définition est en vigueur depuis plusieurs siècles maintenant: la Constitution de 1848 et toutes les moutures de la Constitution qui ont fait suite reposent sur cette conception. Cela a déjà été dit précédemment ici, nous avons de longues traditions démocratiques dans notre pays. Finalement, ce sont les ayants droit au vote qui exercent cette souveraineté du peuple, que ce soit dans les urnes, dans des assemblées communales ou dans d'autres modes de procéder – nous avons encore des Landsgemeinde il n'y a pas si longtemps dans notre pays. Il est donc logique et naturel de prendre comme base de calcul la population ayant droit au vote pour répartir les mandats, que ce soit au niveau cantonal ou au niveau fédéral. Cela a déjà été dit, je le rappelle, les cantons du Valais, d'Uri, du Tessin, des Grisons et de Bâle-Campagne ont déjà ce mode de calcul. Ils sont en minorité en Suisse, mais pourquoi ne pas faire basculer cette minorité un jour, notamment en ralliant le canton de Berne à ce mode de calcul? Le calcul des sièges est une disposition purement technique qui permet de répartir ces sièges. Cela ne signifie en aucun cas que les élus qui occuperont ces sièges qui sont répartis selon ces dispositions ne représenteront pas l'ensemble de la population de leur cercle électoral ou de leur canton au niveau fédéral. Un élu du peuple doit à mon sens, et c'est aussi la conception de

l'UDC, défendre l'intérêt général, ceci bien sûr avec ses propres convictions politiques profondes, de quelque couleur qu'elles puissent être. Cette disposition, que ce soit au niveau cantonal ou au niveau fédéral, ne serait aucunement une révolution, puisque, nous le savons, les conséquences arithmétiques sur la répartition des sièges seraient relativement minimales. On ne verrait pas un immense changement en terme de répartition des sièges, simplement cette répartition serait plus logique dans la construction démocratique helvétique. Il ne s'agit pas d'exclure les personnes qui ne disposent pas du droit de vote de la démocratie helvétique en totalité, bien sûr que non. Chacun a aussi la possibilité, s'il ne dispose pas du droit de vote, de l'obtenir par le biais de la procédure de naturalisation, qui constitue finalement aussi l'aboutissement d'un processus d'intégration. Être membre d'un club ou d'une assemblée d'actionnaires ou être citoyen ayant droit au vote dans une commune est une condition pour voter dans une assemblée générale ou dans une assemblée de communes, pourquoi ne pas prendre cette base de calcul aussi pour la répartition des mandats? Pour cette raison, le groupe UDC vous propose d'accepter ces deux motions.

**Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl).** Man hat es gerade im letzten Votum wieder gesehen: Ich habe den Eindruck, es würden hier zwei Sachen leicht vermischt. Man spricht immer von Demokratie und von deren Spielregeln. Gleichzeitig spricht man von der Sitzverteilung. Gewählt wird ja selbstverständlich nur von denjenigen, welche das Wahlrecht haben; nämlich von den Schweizerinnen und Schweizern, und alle andern können nicht wählen. Aber repräsentieren müssen die Gewählten eben das ganze Gebiet. Auch wenn Ihnen das nicht passt: Diese Leute leben dort. Sie können auch nicht die ARA nur auf die Anzahl Schweizerinnen und Schweizer hin konzipieren. Sie müssen Sie für alle konzipieren und auf alle schauen, die hier sind. Deshalb geht das Ganze so nicht auf.

Und das nächste Mal, Thomas, wenn du einen Vergleich zwischen AG und Bürgerrechten bringst, wäre es mir erstens lieb, wenn du vielleicht eine AG wählen könntest, wie beispielsweise die Mineral- und Heilquellen AG, anders bekannt auch als «Adelbodner», und nicht irgend so eine Weltfirma. Zweitens hast du ja gesagt, wer keine Aktien besitze, könne auch nicht mitreden. Das ist so. Das heisst, wer nicht bezahlt, soll auch nicht befehlen. Das ist völlig richtig. Dann erwarte ich aber von allen, die hier nun zustimmen, konsequenterweise als Nächstes einen Antrag, wonach alle, die hier keine Bürgerrechte haben, auch keine Steuern bezahlen müssen. Das wäre konsequent. Da müssten wir dann halt schauen, wie wir mit unserem Geld das Ganze hier finanzieren könnten, wenn sie nicht mehr mithelfen würden. Wenn Sie diesen Antrag stellen, würde ich konsequenterweise selbstverständlich auch mithelfen, und dann könnte man dies verknüpfen. So würde es dann wieder stimmen. Ich habe aber das Gefühl, damit würden wir uns wohl noch das eine oder andere sonstige Problem einhandeln. Deshalb lehnt die glp-CVP-Fraktion diese beiden Vorstösse einstimmig ab.

**Hasim Sancar, Berne (Les Verts).** Die beiden Motionen möchten, dass bei der Nationalrats- und der Kantonsratssitzverteilung sowohl auf nationaler wie auch auf kantonaler Ebene die ausländische Wohnbevölkerung nicht berücksichtigt wird. Die Sitzverteilung soll also nach der Anzahl der Personen mit Schweizer Nationalität erfolgen, weil nur sie stimmberechtigt sind. Wir haben die Gegenargumente gehört; beispielsweise, dass auch Kinder nicht stimmberechtigt sind und trotzdem mitgezählt werden. Ich schliesse mich diesen Argumenten an. Ich möchte noch auf ein weiteres Argument hinweisen, das ich wichtig finde. Es stimmt, dass heute im Kanton Bern nicht eingebürgerte MigrantInnen kein Stimm- und Wahlrecht besitzen, während einige andere Kantone und Gemeinden dieses jedoch gewähren. Das bedeutet also, dass dies auch im Kanton Bern nicht immer so bleiben muss und wird. Wir können grundsätzlich für oder gegen ein Wahl- und Stimmrecht für MigrantInnen sein; hier geht es nicht um diese Diskussion. Es wäre aber durchaus möglich, dass die stimmberechtigte Bevölkerung des Kantons Bern diesem Anliegen einmal zustimmen würde. Dann hätten also diese Leute in den Berner Gemeinden und sogar im Kanton Bern das Recht, zu stimmen und zu wählen. Ich gehe davon aus, dass dieses Recht, wie beim Wahl- und Stimmrecht der Frauen, irgendwann einmal kommen wird. Wir werden nicht müde, diese Forderung zu stellen. Dass der Kanton Bern auf nationaler Ebene einen Sitz verliert, ist bedauerlich, muss aber akzeptiert werden. Dies gehört auch zum demokratischen Prozess. Mit einer gezielten Wohnbaupolitik könnte dieser Verlust jedoch wieder wettgemacht werden, wenn wir dies wünschen. Unser Kanton bietet heute ja bekanntlich mehr Arbeitsplätze als Wohnraum. Ich bitte den Grossen Rat, dem Regierungsrat zu folgen und die beiden Motionen abzulehnen.

**Christoph Auer, chancelier.** Der Regierungsrat beantragt Ihnen, beide Motionen abzulehnen: sowohl die Motion, welche eine Standesinitiative verlangt, mit der die Regeln der Wahlen für den Nationalrat abgeändert werden sollen, wie auch diejenige, welche die Wahlregeln für den Grossen Rat abändern will. Zu den Gründen, die den Regierungsrat dazu bewogen haben, Ablehnung zu beantragen, kann ich mich kurz fassen. Vieles wurde bereits von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern gesagt.

Der erste Grund ist, dass sich die heute geltende Regelung auf Bundes- und auf kantonaler Ebene bewährt hat. Der Regierungsrat möchte also nicht nur deshalb daran festhalten, weil diese Regelung seit 160 Jahren gilt, sondern insbesondere auch, weil sie sich in diesen 160 Jahren bewährt hat. Zum zweiten Grund: Es ist sinnvoll, die Wahlregelungen für beide Wahlen, für den Nationalrat und für den Grossen Rat, gleich zu handhaben. Wie der Fraktionssprecher der FDP gesagt hat, wäre jedoch das Anliegen des Vorstosses bei den Nationalratswahlen praktisch chancenlos. Dies, weil sich der Nationalrat gerade kürzlich mit einem ähnlichen Vorstoss seitens der SVP auseinandergesetzt hat. Dieser ging weniger weit und wurde dennoch klar abgelehnt. Es ist also absehbar, dass diese Standesinitiative keine Chance hätte. Auch vor diesem Hintergrund ist es daher sinnvoll, wenn man auch auf kantonaler Ebene das Rad nicht neu erfindet. Die Frage ist aber durchaus berechtigt. Es gibt fünf Kantone in der Schweiz, die ein anderes System haben. Aus dieser Sicht kann man diese Frage durchaus stellen. Aber der Regierungsrat ist der Ansicht, es sei demokratiepolitisch richtig, am bisherigen System festzuhalten.

Wie meine Vorrednerinnen und Vorredner bereits sagten, haben die Entscheide, die Sie als Parlament treffen ebenso wie die Entscheide, die der Nationalrat trifft, Auswirkungen auf die gesamte Wohnbevölkerung. Wenn Sie die Steueranlage erhöhen, wenn Sie ein Gesetz verabschieden oder wenn Sie im Bereich Bildung etwas zu den Lehrerlöhnen sagen, so betrifft dies alle. Die Bildung betrifft alle Kinder; sowohl schweizerische wie ausländische. Steuern werden auch von Ausländerinnen und Ausländern bezahlt, und auch das Bereitstellen der Infrastruktur des Gemeinwesens betrifft die gesamte Wohnbevölkerung. Deshalb ist es demokratiepolitisch richtig, dass für die Verteilung der Mandate eben die gesamte Wohnbevölkerung massgebend ist. Es ist ebenfalls richtig, dass beispielsweise Auslandschweizer nicht einbezogen werden. Dies, weil die Entscheide bezüglich der Infrastruktur unseres Kantons, die ich vorhin erwähnt habe, eben nicht die Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer, sondern die hier ansässige Wohnbevölkerung betreffen. Aus diesen Gründen beantragt Ihnen der Regierungsrat, die Motionen abzulehnen.

**Thomas Fuchs, Berne (UDC).** Noch kurz einige Bemerkungen. Wenn man dies änderte, würde sich die neue Regelung wahrscheinlich auch relativ rasch bewähren. Es ist nämlich nichts anderes, als eine Berechnungsbasis, die einmal geändert wird beziehungsweise alle vier Jahre, und dann gilt diese entsprechend. Es braucht also auch keine grosse bürokratische Lösung, um dies neu zu berechnen. Wenn von Franz Arnold von Diskriminierung spricht, so muss ich sagen: Wenn schon, müssten sich ja die Auslandschweizer diskriminiert fühlen, die hier nicht zählen. Für diese hat nun niemand das Wort ergriffen, auch nicht Renato Krähenbühl von der BDP. Wenn schon, müsste man jedoch für diese sprechen; weil sie eben nicht zählen, während Asylbewerber, die über 12 Monate hier sind, ein Gewicht haben. Der linken Seite, die sonst bei jeder Gelegenheit die kleinen Kantone kritisiert, weil sie zu viel Gewicht haben – sei dies nun Appenzell oder andere –, muss man hier auch sagen: Letztendlich hat ein Grossrat aus der Stadt Bern mehr Gewicht, nur weil er sagt, er vertrete hier die Ausländerinnen und Ausländer. Diese würde er aber ohnehin vertreten; wir alle vertreten hier im Rat den gesamten Kanton, das ist völlig klar. Das war auch nicht bestritten. Wir sind in diesem Sinne für alle gewählt und verhalten uns auch so. Dass es für die Umsetzung des Vorstosses bis 2015 nicht reicht, ist klar, aber 2019 wird die Thematik wieder aktuell sein.

Zu Hannes Zaugg – ich weiss nicht, ob man darauf einsteigen will. Ob «Adelbodner» oder «Coca Cola», das ändert letztendlich nichts. Vielfach ist hier wohl auch wieder der Absender, also die Partei, das Problem. Ich glaube, auf nationaler Ebene haben wir dasselbe gesehen: Leute, die sonst wahrscheinlich zustimmen würden, können dies nicht, weil sie wieder einmal diese «SVP-Beisshemmung» haben. Item, das werden wir wahrscheinlich nicht mehr los. Das einzig beruhigende Votum war dasjenige von Herrn Sancar, der für das Ausländerstimmrecht plädiert hat. Dieses wird wahrscheinlich niemand der hier Anwesenden jemals erleben.

**Le président.** Damit sind wir am Ende der Debatte angelangt. Wir stimmen zweimal ab, zuerst über den Vorstoss von Herrn Fuchs, der eine Standesinitiative verlangt.



---

**Vote (motion 120-2013)**

---

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 47

Non 103

Abstentions 0

**Le président.** Sie haben die Motion abgelehnt. Wir stimmen über die zweite Motion ab, bei der es um die Ebene Kanton, die Grossratssitze, geht.

---

**Vote (motion 136-2013)**

---

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 96

Abstentions 0

**Le président.** Sie haben die Motion abgelehnt.